Jérôme Maucourant[1]

*Éléments de métaéconomie - l'économie et sa critique -*[2]

L'*Institut de Tramayes* m'avait demandé d'intervenir sur la question de savoir s'il y avait une alternative au mondialisme libéral et, plus généralement, s'il était possible de produire une critique du concept d'économie lui-même. Il est vrai que Margaret Thatcher avait soutenu autrefois ceci : « *There is no alternative* » (TINA), c'est-à-dire il n'y aurait pas d'alternative au capitalisme. Elle sous-entendait que ce régime économique, pour apporter ses bienfaits, implique un État modeste (garant de la propriété et des contrats), l'équilibre des comptes publics, la neutralité monétaire et la libre circulation des biens, capitaux et personnes. Il était très difficile de relever ce défi intellectuel en quatre heures ! Néanmoins, il était possible de mettre en lumière les fondements du TINA (ou *pensée unique).* Pour ce faire, il convient d'adopter un point de vue englobant (*métaéconomique*) et de remarquer, à la suite de Karl Polanyi, qu'il y a deux sens du mot « économie » et que les politiques économiques qui semblent devoir s'imposer naturellement s'inscrivent dans une matrice culturelle particulière.

Selon le premier sens, l'économie est la *science des choix*. Cette façon de poser le problème a d'incontestables mérites - surtout dans une *société de marché* - mais aboutit à des impasses en oblitérant ce qui est irréductible à la logique des choix rationnels. Comme le reconnaissait le Nobel Douglass North : « *l'histoire compte* ». C'est pourquoi, tout en ne négligeant pas les enseignements de la science des choix, il est fondamental de faire aussi de l'*économie politique*, c'est-à-dire d'étudier l'organisation des processus de production, répartition, circulation et consommation des richesses sociales. Selon cette perspective, les humains font leur histoire, mais dans un cadre qu'ils ne choisissent pas et à l'intérieur de déterminations sociales qui façonnent leurs visions des choses et leurs décisions. Si, dans la société de marché, tout semble découler de l'économie, c'est en raison d'une trajectoire historique qui fit que l'économie a été instituée séparément des autres activités sociales ; comme il n'est pas possible de vivre de l'air du temps, toutes les activités non-économiques sont devenus dépendantes de l'économie et, en particulier, du système des marchés. À l'intérieur de type de place de l'économie dans la société, il n'y a effectivement pas d'alternative.

Comment sortir l'activité humaine de la cage de fer de l'échange marchand et de la logique du profit ? Question essentielle car, contrairement à la prétention de l'idéologie économique, les marchés ne sont pas toujours « autorégulateurs », sauf à un coût social exorbitant (comme en 2008). Il faut donc prendre conscience que les choix illimités de la société de marché reposent sur l'illusion d'une croissance infinie dans un monde fini ; ainsi, l'accumulation du capital pour elle-même pourrait cesser. C'est alors que l'on pourra redonner plus de puissance aux autres *formes d'intégration* de l'économie qui ont toujours existé, comme la réciprocité (don et contredon), la redistribution (qui peut fonctionner à un niveau assez décentralisé), l'économie domestique et les échanges marchands enchâssés dans l'éthique. Enfin, aucune alternative ne sera possible tant que l'humain, la nature et la société seront traités comme « marchandises fictives ». Ces entités ne sont pas en effet produites pour être vendues, sauf dans le cadre de la conception du Grand Marché avec leurs dénominations devenue habituelles : travail, terre et monnaie[3]. S'émanciper de cette de cette fiction évitera les effets pervers dus au fait de traiter comme des marchandises ce qui ne l'est pas.

Néanmoins, s'il existe bien des alternatives, cela ne signifie pas pour autant que tout soit possible : certains contemporains disent le mantra de la « déconstruction » selon lequel tout ou presque serait « construction sociale ». Or, si l'histoire lègue des *artifices* sociaux, ceux-ci ne sont pas nécessairement *arbitraires* et ne peuvent être remodelés en fonction des fantasmes d'un individu prétendument souverain. L'échec monstrueux de la planification centralisée en URSS enseigne – entre

[1] https://jerome-maucourant.com/

[2] Cette conférence en ligne dans https://jerome-maucourant.com/2025/07/01/lettre-de-juin-2025/

[3] Une part non négligeable des interactions sociales impliquent des dettes dont on peut se libérer totalement ou partiellement : l'institution monétaire, bien avant le marché, a joué un rôle.

autres ! - qu'on ne peut pas liquider quelque chose (dans ce cas précis, les marchés) parce que son existence-même contrecarre certains idéaux. L'Humanité ne sera libre que lorsqu'elle connaîtra le coût de ses idéaux : nous n'en finirons jamais avec l'économie. Comme science, elle doit animer le débat public en éclairant les conséquences prévisibles des choix possibles. Dans un 21e siècle où le péril à l'international ne cesse de croître, le rôle de l'économiste reste plus que jamais utile, en fournissant des réflexions sur la place et la nature de l'État, de façon mieux protéger la communauté politique du désordre externe et du chaos interne engendrés par la mondialisation et par l'affirmation de puissances en quête de domination.